

QUELLE UNIVERSITE SOUHAITONS-NOUS ?
Profession de foi des listes *Montaigne Autrement*
Pour une université ouverte, enthousiaste, bienveillante et collégiale

Développer un discours positif sur nos formations et notre recherche

Notre université possède des ressources intellectuelles considérables et propose des formations de grande qualité. Dans les domaines qui sont les nôtres, nous n'avons pas à rougir de nos compétences, ni à craindre la concurrence. Nous faisons bien ce que nous savons faire, et nous devons défendre l'idée que nos étudiants, formés en Arts, Langues, Lettres, Sciences Humaines et Sociales, sont un atout pour la société.

Au lieu de chercher à s'adapter à tout prix à une situation dégradée, nous devons tout mettre en œuvre pour la transformer. Nous devons mettre un terme aux discours anxiogènes et faire connaître au monde nos formations et notre recherche avec enthousiasme.

Nous devons mettre en œuvre des pratiques concrètes qui nous permettent de mieux valoriser nos compétences auprès de nos étudiant·e·s et de leur redonner la fierté d'étudier dans un lieu qui doit jouer un rôle central dans le monde contemporain.

Une université bienveillante

Nous souhaitons travailler dans une université qui fait le choix de remettre les relations humaines au cœur de notre mission fondamentale, l'enseignement. Nous sommes convaincus qu'un enseignement fructueux, c'est un enseignement prodigué en présence par un·e enseignant·e à des étudiant·e·s. Une université peut être progressive tout en continuant à considérer que la relation humaine est au cœur du processus de transmission et d'élaboration du savoir.

Riches de leur diversité, les formations doivent être soutenables pour toutes et tous et être élaborées en donnant la priorité aux besoins de la pédagogie et des disciplines, sans oublier les réalités de leur mise en œuvre. Elles doivent aussi être mieux articulées avec la recherche, dès la première année de licence, afin de conserver ce qui fait la force de l'université, à savoir une fertilisation croisée entre formation et recherche pour répondre aux besoins de la société.

Un campus vivant

Il doit faire bon vivre dans notre université, où nous passons une grande partie de notre temps. Nous souhaitons une université ouverte, accessible, accueillante et rassurante. Une politique volontariste pour accueillir des étudiant·e·s qui nécessitent une adaptation de leurs conditions de travail (qu'il·elle·s soient en situation de handicap, sportif·ve·s de haut niveau, artistes, etc.) doit être menée. Les lieux de détente et de restauration doivent être multipliés.

Toute personne doit se sentir en sécurité, quels que soient son choix de vie et son identité. Les initiatives qui contribueront à animer le campus en soirée seront favorisées et la vie associative et culturelle sera encouragée, afin que le campus soit un lieu accueillant et attractif pour tou.te.s.

Une recherche collégiale

Nous ne pensons pas qu'une idéologie de la mise en compétition et de la hiérarchisation systématisée soit propice au développement d'une recherche de qualité : nous nous opposons donc aux positions défendues par le projet de loi sur la programmation pluriannuelle de la recherche.

Nous souhaitons que la direction de la Recherche s'appuie davantage sur toutes les équipes et valorise mieux les spécificités de chacune, en collaboration étroite et sans surplomb. Il conviendra de mobiliser ensemble les instances élues, la Commission de la Recherche et la Conférence des directeurs d'Unités de Recherche, pour travailler collectivement à la construction d'un positionnement concerté sur la recherche dans nos disciplines et prendre les décisions qui seront de nature à renforcer ce positionnement. Des assises de la recherche permettront de faire le bilan des « pôles d'attractivité scientifique » de l'établissement, de débattre ensemble de leur devenir, en fonction de leurs résultats et

de leurs perspectives, et de dégager ensemble, à la lumière des forces et des orientations de chaque équipe, des axes de convergence fédérateurs.

Conserver le cœur de nos métiers au centre de nos préoccupations

Il nous paraît essentiel que les membres de la direction de notre université restent connecté·e·s à leurs métiers. Une direction d'établissement se doit de représenter les collègues auprès du ministère, non de représenter le ministère auprès des collègues.

Nous devons résister à la tentation qui est trop souvent la nôtre d'interpréter de façon trop contrainte les lettres de cadrage ministérielles et les arrêtés. Le rôle que notre université, nos formations et notre recherche doivent jouer dans la société doit être exprimé sans ambiguïté : une université d'Arts, de Langues, de Lettres et de Sciences Humaines et Sociales comme la nôtre fait figure d'exception culturelle dans notre société, mais c'est une exception dont nous entendons défendre la puissance. C'est à la mesure de ce que nous défendrons les valeurs que nous incarnons que nous gagnerons le respect et l'intérêt de nos étudiants, mais aussi de la société que nous voulons contribuer à servir.

Reprendre la maîtrise du temps est en ce sens crucial, notamment dans la préparation du prochain contrat. Le point de départ de toute réflexion doit être l'objectif à atteindre, non la contrainte à intégrer : le rôle d'une direction doit être d'élaborer un projet politique global, réaliste au regard des contraintes financières, réglementaires, spatiales, mais respectueux de la nature même de l'Université et de ses deux missions principales : l'accueil et la formation des étudiant·e·s d'une part, l'élaboration et la diffusion des savoirs d'autre part.

Une gouvernance basée sur la confiance

Une université doit mener une réflexion sur le type de gouvernance qu'elle souhaite exercer : c'est d'autant plus vrai que la gouvernance universitaire, collégiale, confiée à des pairs, fait figure d'exception dans le monde contemporain, qu'elle est menacée, et que nous avons donc une grande responsabilité à cet égard. À nos yeux, le bien-être et le sentiment d'appartenance des étudiant·e·s comme des personnels dépendent grandement de la gouvernance, de la place que celle-ci aménage pour chacun·e. tout en ayant des convictions fortes et le souci constant de la transparence.

Notre université est bâtie sur une structure fondamentalement collégiale : elle repose sur des niveaux de décision divers et pertinents, et il faut faire la part de ce qui doit être décidé au niveau central – et donc traduire une politique d'établissement claire et assumée – et de ce qui doit être dévolu en confiance aux échelons intermédiaires. Nous nous engageons à nous appuyer sur les compétences de ces échelons et à respecter les décisions qui s'y prennent, tant dans les conseils centraux que dans les composantes, au plus près de leurs responsabilités.

Les enjeux divers qui préoccupent notre université seront débattus, dans les conseils centraux, dans les composantes. La teneur de ces débats et les décisions auxquelles ils aboutissent doivent pouvoir être mieux présentées à l'ensemble de notre communauté, afin que chacun puisse s'impliquer en connaissance de cause dans notre institution.

Une université au cœur de réseaux internationaux

La dimension internationale sera un dénominateur commun aux actions de formation et de recherche. La participation à des programmes européens et internationaux, l'implication des étudiant·e·s, du personnel administratif et des enseignant·e·s dans des actions internationales (mobilités, stages, projets de recherche) augmentera la visibilité de notre université, dans un contexte de fragilisation des universités analogues à la nôtre, et enrichira le parcours personnel de chacun·e.

La richesse de nos formations, de notre recherche, notre plurilinguisme, l'attractivité du site de Bordeaux sont autant d'atouts qui doivent nous mener à développer notre dimension internationale. Un pôle unique d'aide au montage de projets, regroupant les compétences d'un personnel qualifié et efficace, aidera les porteurs à mener à bien leurs projets. L'international jouera pleinement son rôle d'acteur capable de répondre en partie aux enjeux sociétaux actuels, en développant des collaborations avec des pays encore mal intégrés à l'espace international de formation et de recherche.